

15 mars 1999, Barcelone

Allocution à l'occasion de la Conférence au Palais de la Generalitat

Monsieur le Président de la Chambre de commerce, d'industrie et de navigation de Barcelone, Monsieur Antoni Negre,

Monsieur le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, Monsieur Antoni Subirà,

Monsieur l'Ambassadeur du Canada en Espagne, Monsieur Anthony Vincent,

Distingués invités,

Je veux d'abord remercier le président de la Chambre de commerce, d'industrie et de navigation de Barcelone, Monsieur Antoni Negre, de fournir au Québec cette tribune économique privilégiée. Depuis deux jours, tous ceux qui m'accompagnent peuvent constater à la fois le dynamisme de la société catalane et les similitudes qui existent entre la Catalogne et le Québec, sur les plans économique, culturel ou social.

La taille de nos populations respectives, nos structures économiques modernes et diversifiées, notre approche commerciale libre-échangeiste et notre degré élevé d'ouverture sur le monde sont autant d'éléments que nous partageons. Similitudes, donc, mais aussi complémentarités : comme la Catalogne adhère pleinement à l'Europe, le Québec est aussi partie prenante du grand espace économique de l'Amérique du Nord et, bientôt nous l'espérons, des Amériques au grand complet. C'est dire que les entreprises catalanes et québécoises ont tout intérêt à conjuguer leurs ressources et leurs compétences, afin d'explorer ensemble des occasions de partenariat des deux côtés de l'Atlantique.

En 1996, le président Pujol et moi-même avons signé à Québec une entente de coopération qui a déjà commencé à porter fruits. Ainsi, des accords sectoriels ont été conclus, notamment dans le domaine de l'énergie. Par exemple, un site conjoint Internet a été mis en place par l'Agence de l'efficacité énergétique du Québec et l'Institut catalan de l'énergie. En outre, l'Institut, le Centre québécois de valorisation de la biomasse et des biotechnologies et le ministère des Ressources naturelles du Québec travaillent étroitement au développement de technologies de valorisation de la biomasse. De même, au plan financier, Investissement-Québec et le Centre d'information et de développement des entreprises ont convenu de faciliter le traitement des projets d'implantation des entreprises sur leur territoire. Des coopérations entre entreprises du Québec, de Catalogne et d'Espagne se multiplient.

La Banque Nationale s'est associée à la Banco Sabadell et la Caisse centrale Desjardins avec la Banco Popular de Madrid. La Caisse de dépôt et de placement du Québec dispose aussi d'une forte présence en Catalogne, par le biais de prise de participation dans le groupe immobilier FILO de Barcelone et le groupe de télécommunications SPAINCOM de Madrid.

Dans le domaine de l'énergie, un partenariat a été conclu entre la société EIE, dont le siège social est à Barcelone, et la société ENERKEM, de Sherbrooke. Le développement de la présence économique du Québec en Espagne s'est également traduit par l'implantation de

grandes sociétés comme Quebecor, le plus grand imprimeur d'Europe, Alcan, notre grand producteur canadien d'aluminium, et Téléglobe, un de nos géants en télécommunications.

Des PME telles que Harris et Positron, aussi du secteur des télécommunications, ont pris racine chez vous. Autre exemple de collaboration fructueuse : la Société générale de financement a établi au Québec un partenariat majeur avec le groupe espagnol PETRESA, filiale de CEPSA. Il s'agit d'un projet de 18 000 000 000 de pesetas, portant sur la production de composants biodégradables pour l'industrie des détergents. C'est le plus important investissement jamais réalisé à l'étranger par CEPSA. Nous notons d'ailleurs que la majorité des entreprises espagnoles qui s'implantent au Canada choisissent de le faire au Québec.

Ma visite en Catalogne a pour objectif de construire sur cette base solide et d'intensifier ces relations. Aujourd'hui et demain, une quinzaine de représentants d'entreprises et d'organismes québécois du secteur de l'énergie participent à des rencontres industrielles afin de mieux connaître leurs collègues catalans œuvrant dans le même domaine. Le Québec, comme vous le savez sans doute, a acquis au fil des ans un savoir-faire unique en matière d'énergie. Les gens qui sont ici avec moi représentent quelques-uns des fleurons de ce savoir-faire : Hydro-Québec, Gaz métropolitain, l'Agence de l'efficacité énergétique, le ministère des Ressources naturelles et le Centre québécois de la valorisation de la biomasse et des biotechnologies. Sont aussi représentées dans cette mission des entreprises qui ont mis au point des technologies originales dans les secteurs de la biomasse, de l'énergie éolienne, des gazotechnologies et de l'efficacité énergétique. Au cours des mois et des années qui viennent, nous voulons intensifier ces rencontres industrielles par secteur, pour multiplier les partenariats entre vos entreprises et les nôtres. Une formule gagnante pour y arriver est celle des rencontres industrielles.

Comme vous le savez, cette semaine, je tiens une rencontre industrielle sur l'énergie. Ce matin, avec le président Pujol, nous avons décidé d'en organiser trois autres d'ici un an et demi. L'automne prochain, à Montréal, la rencontre portera sur les technologies de l'information. Au printemps 2000, toujours à Montréal, sur le capital de risque. Et à l'automne 2000, en Catalogne, sur les industries de l'environnement. Je crois que le moment est bien choisi pour forger ces alliances, car le Québec, comme la Catalogne, est en train d'émerger comme une nouvelle force économique, et c'est ce dont je voudrais vous entretenir pendant quelques minutes. Avec 7 000 000 d'habitants, le Québec a un PIB d'environ 190 milliards de pesetas, ce qui le classe au 16e rang des pays de l'OCDE. La taille de notre économie se compare à celle de pays comme l'Autriche, la Suède ou la Suisse. Le Québec a connu, ces deux dernières années, un taux de croissance réel du PIB de 2,7 %. L'inflation a été maîtrisée et s'établit à 1,4 %. Les perspectives d'avenir sont encore plus encourageantes, grâce notamment à l'élimination du déficit budgétaire du Québec. Lorsque mon parti a pris le pouvoir, il y a quatre ans, ce déficit s'établissait à 580 000 000 000 de pesetas. Il est désormais complètement épousé. Certaines institutions bancaires, comme la Banque canadienne impériale de commerce, estiment que, libérée de ce fardeau et grâce à l'augmentation de nos exportations, la croissance de notre économie devrait dépasser 3 % cette année, dépassant donc le taux de croissance du Canada.

Notre métropole, Montréal, est en train de s'imposer comme une des capitales nord-américaines du savoir et de la technologie. Montréal est la quinzième ville nord-américaine par sa population. C'est la neuvième pour le nombre de compagnies en technologies de

pointe. La septième pour le nombre d'emplois en technologies de l'information. La sixième pour le nombre d'emplois en biopharmaceutique. La cinquième en aérospatiale. Et la toute première, la toute première, pour la proportion de sa population qui travaille dans les technologies de pointe. Au plan industriel, le Québec s'appuie sur plusieurs piliers. D'abord, comme je l'ai évoqué, le secteur de l'énergie. Avec une puissance installée de près de 40 000 mégawatts, le Québec est le troisième producteur mondial d'hydroélectricité, après les États-Unis et le Brésil.

Notre énergie abondante, propre et peu coûteuse représente un atout concurrentiel de premier plan. Le Québec est la sixième puissance mondiale dans le secteur aérospatial et y compte plus de 240 entreprises générant un chiffre d'affaires d'environ 700 000 000 000 de pesetas. Montréal est, avec Toulouse et Seattle, l'une des trois grandes villes mondiales de l'aérospatiale. L'industrie biopharmaceutique occupe aussi une place de choix dans le bilan économique du Québec. Le gros des activités de recherche fondamentale et clinique effectuées au Canada est réalisé au Québec. On y compte 180 établissements publics et privés générant des investissements annuels de l'ordre de 25 000 000 000 de pesetas en recherche et développement. Le secteur des technologies de l'information, en particulier les télécommunications, le multimédia et le génie logiciel, constitue l'ancrage de la nouvelle économie. Ce secteur compte 5 000 entreprises au Québec, qui génèrent 100 000 emplois et un chiffre d'affaires d'environ 2 000 000 000 000 de pesetas. Dans le domaine de l'environnement, le Québec regroupe quelque 850 entreprises. Elles ont acquis une expertise reconnue mondialement dans le traitement des eaux usées, la restauration de sols contaminés, ainsi que le traitement des émissions des alumineries et des effluents des usines de pâtes et papiers.

Avantages du Québec pour les investisseurs Mais la vitalité de l'économie québécoise ne se fonde pas seulement sur son dynamisme industriel. En fait, nous avons identifié au moins six raisons majeures pour lesquelles il est payant d'investir au Québec. Tout d'abord, nous comptons sur une main-d'œuvre productive, spécialisée et stable et sur d'excellentes relations de travail. Le gouvernement, les dirigeants d'entreprise et les syndicats travaillent en étroite collaboration afin de doter les travailleurs de la formation que requiert une économie diversifiée. Les entreprises peuvent donc recruter au Québec une main-d'œuvre compétente, qualifiée, polyvalente, hautement scolarisée et souvent multilingue. Le français est notre langue officielle et notre langue de travail. Mais la moitié de notre main-d'œuvre parle aussi l'anglais et, puisque nous voulons être de plus en plus présents en Amérique latine, nous entendons favoriser l'extension de l'espagnol dans nos écoles secondaires.

Notre deuxième atout est attribuable à la forte vitalité de notre communauté scientifique. En effet, il existe au Québec une importante masse critique de chercheurs dans les centres privés, publics et universitaires. Cela nous situe en tête au Canada et dans les pays du G-7, pour la croissance des investissements en recherche et développement. Le Québec offre également des coûts industriels très concurrentiels. Nos frais d'exploitation sont parmi les plus abordables sur le continent. En quatrième lieu, les experts en témoignent la fiscalité québécoise est une des plus favorables au monde à l'égard de la recherche et du développement. Les avantages fiscaux consentis en contrepartie des dépenses en recherche et développement au Québec sont jusqu'à deux fois plus intéressants que ce qui est offert ailleurs en Amérique du Nord.

Au plan financier, le Québec dispose de près de la moitié du capital de risque canadien. Il y est abondant et disponible sous plusieurs formes : participation au capital, aide au démarrage d'entreprises spécialisées en technologie et montages financiers sur mesure. Je voudrais signaler le cas de TAFISA, une entreprise espagnole qui a décidé, en 1990, de construire une usine de panneaux à particules au Québec et de destiner le tiers de la production aux marchés de l'ALENA. Jusqu'à tout récemment sous contrôle espagnol, TAFISA a voulu augmenter la capacité de production de cette usine et a réalisé un investissement de 15 000 000 000 de pesetas en faisant appel au capital de risque québécois. Enfin, les investisseurs choisissent le Québec pour le dynamisme de son économie orientée vers des secteurs d'avenir, mais aussi parce que le Québec est un point de rencontre par excellence des technologies européennes et américaines. Ce que nous appelons « l'avantage québécois », c'est notre capacité de créer une synergie entre des entreprises québécoises et celles venues d'Europe et d'Amérique, pour le plus grand profit des unes et des autres.

Nous avons créé, au Québec, un contexte favorable aux échanges d'idées, de concepts, de technologies, et un contexte favorable à l'exportation de ce qui en résulte. Le Québec et le libre-échange Si le Québec est une terre d'accueil idéale pour les investissements, ce n'est pas parce qu'il y a au Québec 7 000 000 de consommateurs, mais parce qu'il y a 7 000 000 de libre-échangistes. Le Québec est une des nations industrialisées qui sait le mieux vendre ses produits outre-frontière. Songez que près de 60 % de ce que nous produisons est exporté au Canada ou à l'étranger. Les exportations internationales de biens et services représentent 36 % de notre production totale, comparativement à 26 % pour la Catalogne, qui excelle en ce domaine, et 19 % pour l'ensemble de l'Espagne. Depuis 1990, le volume de nos échanges internationaux a plus que doublé.

Nos exportations vers les États-Unis ont augmenté de plus de 160 % pendant la décennie, ce qui fait du Québec le septième partenaire commercial des États-Unis, et le place avant des pays comme l'Allemagne ou la Russie. Ce qui fait aussi que les États-Unis sont maintenant le principal partenaire économique du Québec, de loin plus important donc que nos voisins canadiens. La proximité de l'énorme et exigeant marché américain nous a condamnés à l'excellence et nous ouvre aujourd'hui la porte des Amériques!

Ce qui explique pourquoi un nombre croissant d'entreprises étrangères choisissent le Québec comme point d'entrée sur le marché américain. Par exemple, le taux de succès des implantations d'entreprises françaises au Québec ces dernières années est de 100 %. J'invite les entreprises catalanes à en faire autant. Plus de 1 200 filiales d'entreprises étrangères, dont 600 d'Europe, sont installées chez nous. C'est le cas pour le Grupo ABRESSA, de Catalogne, chef de file mondial dans le domaine des abrasifs, qui s'est associé à Granit Bussières pour la conquête du marché nord-américain. Le soutien à l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, étendu depuis au Mexique pour créer l'ALENA, est le résultat d'un consensus entre tous les partis politiques au Québec. C'est dans ce même esprit que le Québec a appuyé l'Accord bilatéral de libre-échange entre le Canada et le Chili, et soutient le projet de création d'une zone de libre-échange à la grandeur des Amériques.

C'est donc comme partenaires potentiels dans la pénétration de ce vaste marché que je m'adresse à vous. Pour appuyer vos efforts, la Catalogne et le Québec ont mis en place en 1997 le Programme d'accords industriels qui s'adresse aux petites et moyennes entreprises

désirant établir un partenariat de nature industrielle. Nous parlons de projets bilatéraux, mais rien n'interdit non plus la réalisation de projets multilatéraux. Nous sommes très conscients du rayonnement des entreprises catalanes dans le monde, notamment en Amérique latine. Nous croyons que nos expertises respectives pourraient s'avérer fructueuses si elles étaient associées dans des opérations en pays tiers, notamment en Afrique du Nord et en Amérique latine.

Le Québec a maintenant un pied-à-terre en Catalogne : le Bureau du Québec à Barcelone, que le président Pujol et moi-même avons inauguré ce midi. Je vous invite à communiquer avec notre représentant, Monsieur Marcel Gaudreau, qui se fera un plaisir de vous orienter dans vos démarches. Les gouvernements du Québec et de la Catalogne ont mis en place, à votre intention, des moyens de soutien légers et efficaces. Il vous appartient maintenant d'en tirer pleinement profit. La coopération économique Québec-Catalogne est jeune et prometteuse. Son développement dépend de nous tous. Je vous invite donc à nous visiter, à découvrir le Québec.

Je suis convaincu que votre séjour chez nous sera agréable, autant que l'est pour moi aujourd'hui cette visite chez vous. Et je souhaite qu'il vous incite à y établir votre pied-à-terre nord-américain et à faire du Québec votre partenaire stratégique en Amérique du Nord.

Je vous remercie de votre attention.